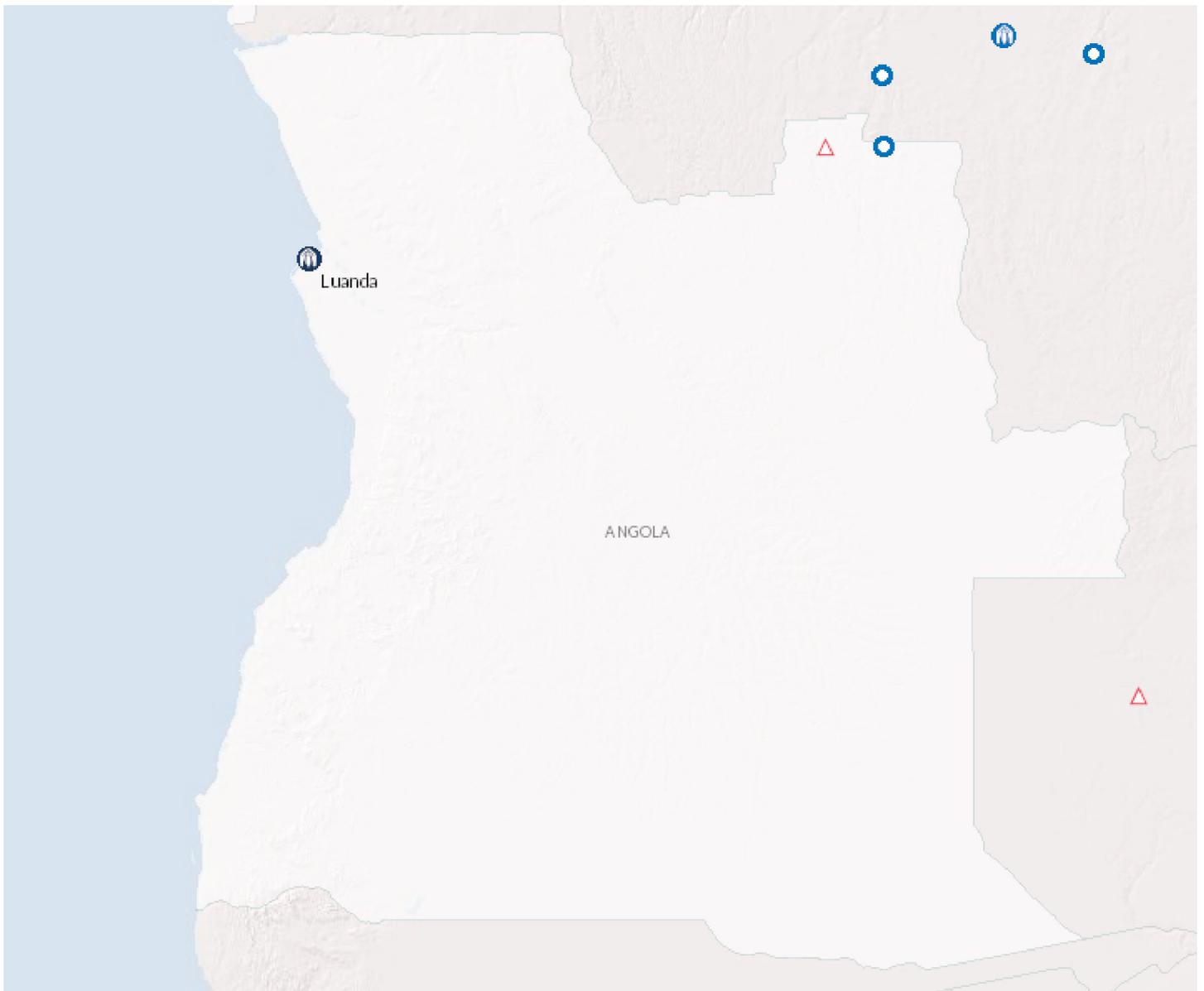


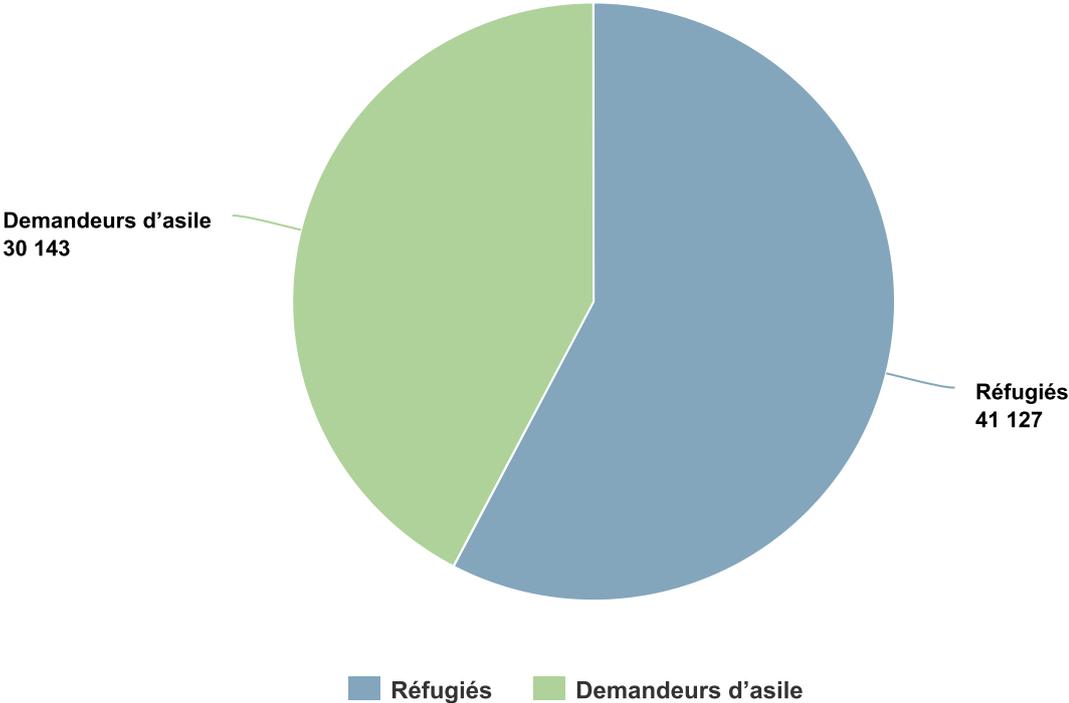
Opération: Angola



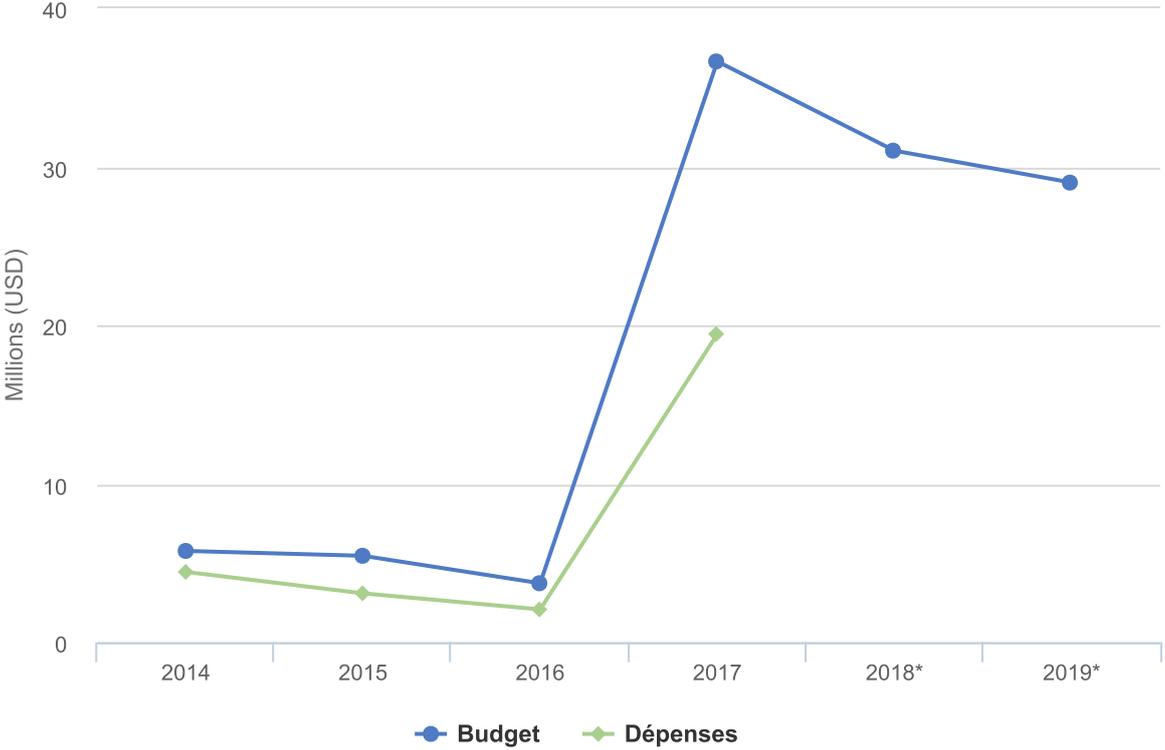
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 56% EN 2017

2017	71,270
2016	45,698
2015	50,337



Budgets et Dépenses - Angola



Environnement de travail

L'environnement politique et économique en Angola devrait demeurer stable, alors que le contexte opérationnel dépendra de l'évolution des événements dans les pays voisins, en particulier en République démocratique du Congo (RDC). La situation demeure précaire dans la région du Kasai en RDC, avec un nombre croissant de déplacés internes. Le Gouvernement angolais maintient une politique de portes ouvertes pour les Congolais qui fuient les hostilités.

Près de 15 000 réfugiés et 30 000 demandeurs d'asile résident dans les provinces angolaises de Luanda, Huambo, Bengo, Zaire et Uige. De plus, en mars 2017, la flambée de violence dans la région du Kasai en RDC a déplacé plus de 35 000 réfugiés vers la province de Lunda Norte. En septembre 2018, quelque 22 500 réfugiés ayant fait l'objet d'un enregistrement biométrique recevaient des vivres et d'autres formes d'assistance dans le site d'installation de Lóvua et dans des communautés d'accueil.

La loi sur l'asile, qui est entrée en vigueur en juin 2015, prévoit la création d'un nouvel organe chargé de la détermination du statut de réfugié et l'introduction d'un recours judiciaire en deuxième instance. Le 25 juillet 2018, les règlements pour l'établissement de centres de réception de réfugiés (CARRA) et d'une commission nationale pour les réfugiés (CNR), avec le HCR en qualité d'observateur, ont été approuvés.

Le Gouvernement a demandé l'aide du HCR pour reprendre l'enregistrement des réfugiés dans les zones en dehors de la province de Lunda Norte. En outre, les autorités prévoient de commencer la vérification et l'enregistrement biométrique de 15 000 réfugiés et 30 000 demandeurs d'asile dans les provinces de Bengo, Huambo, Luanda, Uige et Zaire en décembre 2018. Cette opération devrait se poursuivre en 2019.

Les principaux partenaires gouvernementaux du HCR en Angola sont les Ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, notamment le Service des migrations et des étrangers, ainsi que de l'action sociale, des droits des femmes et de la famille au niveau national et provincial. Le HCR travaille aussi étroitement avec d'autres agences des Nations Unies et des organisations de la société civile.

Après l'afflux de réfugiés originaires de la RDC en 2017, l'Angola envisage de déployer le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF). Le processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) contribue déjà à la mise en œuvre de la méthodologie du CRRF, en cela qu'il facilite la participation d'acteurs du développement pour trouver des solutions à l'intention des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Principales priorités

Le HCR continuera de soutenir le Gouvernement angolais aux niveaux central, provincial et local pour la protection et l'assistance des réfugiés et demandeurs d'asile. Les domaines prioritaires feront l'objet de partenariats stratégiques avec les organismes mondiaux et régionaux de développement et d'autres agences des Nations Unies. Le HCR poursuivra aussi son action pour renforcer la participation de la société civile à la protection des réfugiés, tout en améliorant la perception que se fait le public des personnes relevant de sa compétence.

En 2019, le HCR se concentrera sur les activités suivantes :

- faire en sorte de rétablir les procédures de détermination du statut de réfugié et améliorer les mécanismes d'enregistrement, en étroite coordination avec le Gouvernement et ses partenaires ;
- apporter protection et assistance humanitaire aux réfugiés congolais dans la province de Lunda Norte ; et

- maintenir la capacité d'intervention en cas d'urgence pour faire face à tout afflux supplémentaire de réfugiés congolais.

Chiffres clés :

- 95% des personnes relevant de la compétence du HCR recevront des documents d'identité individuels
 - 80% des cas déclarés de maltraitance d'enfants, de violence ou d'exploitation recevront des services adaptés selon l'âge et le genre des victimes
 - 50% des participants actifs aux structures de direction/gestion seront des femmes
-